

## **Arménie : Point d'actualité au 15 avril** **D'après CAA de la zone**

Au 14 avril 2020, l'Arménie compte officiellement 1111 cas déclarés et 17 décès (pour 3 millions hab).

Très affectée par l'épidémie du Covid-19, l'Arménie est en état d'urgence depuis le 16 mars après l'apparition des premiers cas dans le pays. Le premier ministre Pachinian a **prolongé l'Etat d'urgence jusqu'au 14 mai**. L'Arménie, comme beaucoup de pays de la région, voit son économie privée de deux sources de revenus, le tourisme et les transferts monétaires des migrants (baisse de l'ordre de 50%). L'activité agricole et agroalimentaire n'est bien sûr pas visée par l'Etat d'urgence. L'Arménie reste très dépendante des prêts russes et des financements externes des IFIs, qui devraient annoncer prochainement leur soutien. La Russie reste le principal débouché du pays qui a rejoint l'Union Economique Eurasiatique en 2015.

Le gouvernement a annoncé le 26 mars **un plan de relance** pour atténuer l'impact de l'épidémie centré sur un soutien de l'offre en particulier des secteurs agricole et industriel pour garantir l'emploi, la trésorerie des entreprises et le transit de marchandises avec l'Iran et la Géorgie. Le plan de 300MUSD (à rapporter aux dépenses publiques totales de l'Arménie d'environ 3,5 Mrd EUR/an) financé par le budget, rend la plupart des entreprises arméniennes, ainsi que les agriculteurs, éligibles à une aide financière, des aides sociales et des crédits préférentiels :

- 50MUSD seront affectés à la trésorerie et au co-financement de prêts (50% par les banques et 50% par le gouvernement qui prêtera sans intérêt), et à la subvention de taux d'intérêt des prêts aux entreprises qui empruntent dans la monnaie nationale pour le paiement des salaires, des taxes, des factures, l'achat de matières premières (énergie, eau, gaz naturel), l'achat d'intrants agricoles (semences, engrais).
- 60MUSD seront alloués à l'aide sociale d'urgence afin de freiner l'appauvrissement de la population, une allocation forfaitaire équivalente au salaire moyen (100 000 drams – 180 EUR) est versée aux personnes ayant perdu leur emploi suite à l'épidémie (tourisme, autoentrepreneurs, saisonniers, vente de détails hors produits alimentaires).
- Le secteur bancaire, outre les report d'échéances d'intérêt et de principal pour de nombreux emprunteurs, fournira, avec le soutien de l'Etat, des crédits bonifiés aux agriculteurs. Ces derniers pourront emprunter jusqu'à 1 million de drams (1800 EUR) chacun sans intérêt pendant deux ans.

Le gouvernement a aussi annoncé, le cofinancement jusqu'à 70% de grands projets agricoles portés par des coopératives. "Si une coopérative décide, par exemple, de prendre un prêt de 200 millions de dram, elle n'aura besoin que de 60 millions de Dram de garantie", a déclaré le Ministre de l'Economie Tigran Khachatryan lors d'une réunion du cabinet. "Le gouvernement prendra en charge le reste."

Pour **le transit des marchandises**, l'Arménie est enclavée avec seulement deux frontières ouvertes, avec l'Iran et la Géorgie (frontière avec la Turquie et l'Azerbaïdjan fermés dans le cadre du conflit autour du statut du Karabagh-Artsakh). Selon l'accord du 28 mars entre la Russie, la Géorgie et l'Arménie, un « couloir vert » permet le transit plutôt fluide des biens aux frontières géorgiennes (Lars). Quant à la frontière entre l'Arménie et l'Iran le transit s'effectue avec transfert des biens sur des camions arméniens sous surveillance douanière et des services de la Sécurité nationale et des services de santé arméniens. Le turnover des échanges entre la Chine, l'Iran et l'Arménie s'est

contracté, faisant craindre une pénurie alimentaire par la désorganisation du système d'approvisionnement, mais pour l'instant ce n'est pas le cas.